



Société à Capital Public au capital de 1 500 000 000 F CFA
Créée par Décret N° 71/DF/95 1^{er} mars 1971 et transformée par Décret N° 2019/205 du 24 Avril 2019

Public Limited Company (Ltd.) with a capital of CFA Francs 1.500.000.000
Created by Decree N° 71/DF/95 of March 1, 1971 and transformed into a Public Limited Company by Decree N° 2019/205 of April 24, 2019

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 002/ASMI/MAGZI SA/DG/SIGAM/2026 DU 23 OCTOBRE 2026
Pour le recrutement d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un
suppléant à la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones
Industrielles (MAGZI SA)**

1) Contexte et justification

La Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI SA) est une société à capital public dont l'État du Cameroun est l'actionnaire unique. Elle a pour objet l'aménagement et la gestion des zones industrielles sur toute l'étendue du territoire national en liaison avec les autres administrations et structures concernées.

Conformément à l'article 49 des statuts de la MAGZI approuvés par le décret n°2019/206 du 24 avril 2019, l'Assemblée Générale nomme le commissaire aux comptes titulaire sur proposition du Conseil d'Administration.

La mission du commissaire aux comptes consistera à vérifier les valeurs et les documents comptables de la MAGZI, à contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur et à émettre un avis sur les comptes consolidés de la MAGZI, conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

À cet effet, le Directeur Général, Maître d'Ouvrage, lance un appel à candidature pour le recrutement à la MAGZI SA d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant pour un mandat de trois (03) ans éventuellement renouvelable couvrant les exercices allant de 2026 à 2031.

2) Objet de l'Avis

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la préqualification des Cabinets devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint portant sur le **recrutement d'un Commissaire aux comptes d'un titulaire et d'un suppléant pour le compte de la MAGZI SA.**

3) Source de financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres seront financées par le Budget de la MAGZI SA, exercice 2027 et suivants.

Direction Générale
B.P. 1431 Yaoundé
Tél./Fax : 00 237 243 620 726
magzi@cameroon-yaounde.fr
www.magzi-cameroun.com

Direction Commerciale
Tél. : 00 237 242 721 551

Antenne Yaoundé
Tél. : 00 237 242 721 441

Antenne Baka
Tél. : 00 237 243 859 583
Tél. : 00 237 243 373 082

Antenne Bonabéri
Tél. : 00 237 243 394 085
Fax : 00 237 233 393 155

Antenne Ngoundéré
Tél./Fax : 00 237 222 251 001

Bureau Ombé
Tél./Fax : 00 237 233 333 647

Bureau Bamenda
B.P. : 818 Bamenda
Tél. : 00 237 243 343 510

Bureau Garoua
Tél. : 00 237 242 701 385

Bureau Bertoua
Tél. : 00 237 242 721 551

4) Consistance de la mission

Les prestations objet du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt portent sur l'audit des comptes de la MAGZI SA conformément aux normes d'audit Internationales applicables aux sociétés à capital public en République du Cameroun. De manière spécifique, le Commissaire aux comptes examinera les états financiers de la MAGZI SA et formulera son opinion sur :

- la certification des comptes ;
- la sincérité et de la régularité des états financiers ;
- l'efficacité de la structure du système de contrôle interne, c'est-à-dire la capacité de la MAGZI SA à préparer les états financiers fiables, à maintenir une comptabilité exhaustive de toutes transactions, à sauvegarder ses actifs ;
- le respect des procédures de passation des marchés ;
- la qualité de la gestion des contrats conclus avec les tiers ;
- la conformité de l'exécution des activités au regard des exigences réglementaires relatives à la certification des comptes et au reporting à transmettre aux différents organes intéressés (Conseil d'Administration, Assemblée Générale, ministère des Finance) ;
- la conformité des dépenses aux prévisions pour lesquelles les fonds ont été alloués ;
- l'observation des règlements et procédures ainsi que l'utilisation efficiente, efficace et économique des ressources.

Le commissaire aux comptes adressera aux organes de gestion de la MAGZI SA et au Ministre chargé des finances au moins une (01) fois par an, un rapport général sur les comptes et les rapports spéciaux prévus par la réglementation en vigueur. Il adressera au Directeur Général un rapport sur le contrôle interne.

5) Critères de qualification

Les critères de qualification sont les suivants :

- être un Cabinet installé au Cameroun ;
- justifier des capacités administratives, techniques et financières requises, notamment :
 - présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du 6.1 ci-après ;
 - disposer du matériel et du personnel compatibles avec les prestations à réaliser ;
 - présenter une capacité financière compatible avec les prestations à réaliser.

6) Composition du dossier de candidature

Les Cabinets intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt, devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes :

6.1 : Volume 1 (pièces administratives)

Le "volume 1" comprendra les documents administratifs suivants, en originaux ou copies certifiées conformes, datant de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours :

- une lettre de motivation dûment signée du candidat et faisant ressortir sa raison sociale, son adresse
- l'accord du binôme proposé en qualité de commissaire aux comptes suppléant ;
- les attestations d'inscription à l'ONECCA du candidat titulaire, de l'expert-comptable signataire proposé pour le mandat ainsi que du suppléant ;
- les agréments CEMAC du candidat titulaire, de l'expert-comptable signataire proposé pour le mandat du suppléant ;
- une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal compétent pour candidat titulaire ;
- une attestation certifiant que le candidat titulaire a satisfait ses obligations vis -vis de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ;
- l'original de l'attestation de conformité fiscale délivrée par les impôts ;
- l'original de l'attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- une déclaration sur l'honneur d'absence de liens personnels et financiers avec la MAGZI SA et plus généralement des incompatibilités au regard de l'article 697 de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE ;
- une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas exercé de mission de conseil, d'assistance ou de direction au sein de la MAGZI SA au cours des cinq ((05) dernières années.

NB : l'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera un rejet pur et simple de la candidature.

6.2 : Volume 2 (dossier technique)

6.2.1 : Composition du dossier technique

Le dossier technique comprendra :

6.2.1.1 : la liste du personnel

Le candidat fournira la liste du personnel accompagnée :

- du curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- l'attestation de disponibilité ;

N.B : La non-production de l'une des pièces entraînera pour l'expert considéré, la note zéro (0).

Le personnel sera composé comme suit :

- **un (01) Chef de mission** : expert-comptable (BAC +5) inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA), ayant au moins quinze (15) ans d'expérience professionnelle dans le domaine du commissariat aux comptes;
- **un (01) Auditeur**: (BAC +4) en audit, gestion, comptabilité, ayant au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans le domaine du commissariat aux comptes dans

au moins deux (02) entreprises et/ou établissements publics au cours des six (06) dernières années ;

- **un (01) Auditeur :** (BAC +3) en audit, gestion, comptabilité, ayant au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans le domaine du commissariat aux comptes dans au moins deux (02) entreprises et/ou établissements publics au cours des six (06) dernières années ;
- **Six experts :**
 - o **expert-comptable :** (diplôme d'expertise comptable ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires) ;
 - o **expert contrôle de gestion :** (Bacc+5 en contrôle de gestion, management, finance, banque, ayant au moins 10 ans d'expérience dans les missions similaires) ;
 - o **expert fiscaliste :** (Bacc +5 en droit fiscal, comptabilité ou finance, ayant au moins 10ans d'expérience dans les missions similaires) ;
 - o **juriste des affaires :** (Bacc +5 en droit affaires, ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires) ;
 - o **expert marchés publics :** (Bacc+5 ou équivalent en passation des marchés, en économie ou en achat/logistique, ayant au moins 5 ans dans les missions similaires) ;
 - o **expert systèmes d'information :** (Bacc+5 en informatique ou domaine connexe, ayant au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans les missions similaires).
- **attestations** d'inscription au tableau de l'ordre de l'expert, le cas échéant ;
- **observations** et suggestions sur les termes références.

6.2.1.2 : l'organigramme complet du personnel

Le candidat fournira l'organigramme complet de l'équipe dont il est garant et devant exécuter cette prestation.

6.2.1.3 : les références du Cabinet

Le candidat présentera ses références tout en précisant :

- le nombre d'années d'expérience (au moins six) en audit et/ou commissariat aux comptes des entreprises et établissements publics ;
- le nombre et l'importance des références du Cabinet en ce qui concerne les missions d'audits et/ou commissariat aux comptes au cours des six (06) dernières années ;

Pour être validée, chaque référence du Cabinet devra être justifiée par les éléments suivants :

- la copie de l'extrait du contrat comportant les 1^{ères}, 2^{ème}, 3^{ème}, et 4^{ème} pages et les pages des détails estimatifs et de signatures. Ces documents devront être clairs et lisibles (le nom du Maître d'Ouvrage et le lieu d'exécution du projet devront être clairement spécifiés) ;
- la copie du procès-verbal de réception ou l'attestation de bonne fin.

6.2.1.4 : les moyens techniques

Le candidat donnera la liste des moyens techniques et matériels à mettre en place et notamment :

- la liste du matériel informatique et bureautique (ordinateur, imprimante, table traçante, scanner, logiciel, photocopieuses), des bureaux, armoires et classeurs, etc..., présents au siège et à mettre à la disposition des personnels (fournir les factures des fournisseurs) ;
- la liste des moyens logistiques (véhicules en très bon état de marche, téléphones satellites, fax...) présents au siège et à mettre à la disposition des personnels (fournir les factures des fournisseurs).

6.2.1.5 : l'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général du Cabinet devra permettre au Directeur Général de la MAGZI SA de procéder à toutes les vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'existence du matériel annoncé dans le dossier de candidature, et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

6.2.2 : Critères d'évaluation du dossier technique

6.2.2.1 : Critères éliminatoires

- dossier administratif ou technique incomplet ou non-conforme ;
- fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- absence d'agrément CEMAC en qualité de société d'expertise comptable ;
- absence d'attestations d'inscription à l'ONECCA ;
- absence de diplôme d'expertise comptable et d'inscriptions à l'ONECCA ;
- absence de l'accord d'un candidat suppléant ;
- note technique inférieure à soixante-quinze (75) points sur cent (100).
- avoir un chiffre d'affaires cumulé et justifié au cours des trois dernières années dans le domaine de l'audit et/ou du commissariat aux comptes inférieur à **(100 000 000) cent millions de F CFA.**

6.2.2.2 : Critères essentiels

Le dossier technique sera évalué suivant les critères ci-après :

- qualification des experts et leur expérience sur **50 points** ;
- références du BET sur **40 points** ;
- moyens techniques et matériels à mettre en place sur **10 points** ;

NB : seuls les candidats ayant totalisé une note technique au moins égale à 75 points sur 100 points seront retenus pour la suite de la procédure.

7) Dépôt des dossiers

Les dossiers de candidature doivent être remis en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies marquées comme tels, comportant les Volumes 1 et 2 sous pli fermé à la Direction Générale de la MAGZI SA (Service des Marchés) sise à MVAN, 1^{er} échangeur, au plus tard le **20 novembre 2026 à 11 heures précises**, heures locales avec la mention :

"AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT"

N° 002/ASMI/MAGZI SA/DG/SIGAM/2026 DU 23 OCTOBRE 2026

Pour le recrutement d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant à la MAGZI SA

"A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT".

8) Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la SIGAM ou de la Direction des Affaires Administrative, Financière et Comptable de la MAGZI SA sise MVAN au lieu-dit 1^{er} échangeur.

9) Publication des résultats

Les Cabinets retenus à l'issue de cette évaluation seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offres National Restreint (AONR) pour le recrutement d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un suppléant à la MAGZI SA conformément à l'article 57, alinéa 7 du décret n° 2018/355 fixant les règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques. 67-

Yaoundé, le **23 OCT 2026**



LE DIRECTEUR GENERAL

Christol-Georges Manon



Société à Capital Public au capital de 1 500 000 000 F CFA
Créée par Décret N 71/DF/95 1^{er} mars 1971 et transformée par Décret N 2019/205 du 24 Avril 2019

Public Limited Company (Ltd.) with a capital of CFA Francs 1.500.000 .000
Created by Decree N .71/DF/95 of March 1,1971 and transformed into a Public Limited Company by Decree N .2019/205 of April 24, 2019

REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST
No. 002/REI/MAGZI/ DG/2026 OF 23 OCTOBER 2026
For the appointment of a principal statutory auditor and a deputy statutory auditor for the Industrial Zones Development and Management Authority (MAGZI Ltd)

1) BACKGROUND AND JUSTIFICATION

The Industrial Zones Development and Management Authority (MAGZI Ltd) is a State-owned company with the State of Cameroon as the sole shareholder. MAGZI Ltd is primarily concerned with the management and development of industrial zones throughout national territory and in connection with other relevant administrations. In accordance with Article 49 of MAGZI's Articles of Association, approved by Decree No. 2019/206 of 24 April 2019, the General Meeting appoints the Statutory Auditor on the recommendation of the Board of Directors.

The Statutory Auditor is responsible for verifying MAGZI's financial statements, balance sheets, and accounting records, checking that its accounts comply with applicable rules, and issuing recommendations to management on internal control mechanisms in accordance with the provisions of the OHADA Uniform Act on Commercial Companies and Economic Interest Groups.

Therefore, Director General, as the contracting authority, intends to recruit a principal statutory auditor and a deputy statutory auditor for a period of three (3) financial years, which may be renewed, covering from 2026 to 2031.

2) Objective of the Request

The purpose of this Request for Expression of Interest is to pre-select eligible firms that will be invited to the subsequent Restricted Request for the appointment of a principal statutory auditor and a deputy statutory auditor.

3) Funding

Services detailed herein, subject of this Invitation to tender will be funded from the MAGZI Ltd budget, 2027 financial year and subsequent years.

Direction Générale
B.P.: 1431 Yaoundé
Tél./Fax : 00 237 243 620 726
magzicameroun@yahoo.fr
www.magzicameroun.com

Direction Commerciale
Tél.: 00 237 242 721 551

Antenne Yaoundé
Tél.: 00 237 242 772 441

Antenne Basso
Tél.: 00 237 243 859 581
Tél.: 00 237 233 378 082

Antenne Bonabéri
Tél.: 00 237 233 394 085
Fax : 00 237 233 393 155

Antenne Ngaoundéré
Tél./Fax : 00 237 222 251 001

Bureau Ombé
Tél./Fax : 00 237 233 333 347

Bureau Bamenda
B.P.: 378 Bamenda
Tél.: 00 237 233 363 310

Bureau Garoua
Tél.: 00 237 242 701 885

Bureau Bertoua
Tél.: 00 237 242 721 551

4) Scope of the Assignment

The services covered by this Request for Expressions of Interest relate to the audit of MAGZI SA's accounts in accordance with the international auditing standards applicable to public companies in the Republic of Cameroon.

Specifically, the auditor will examine the financial statements of MAGZI Ltd and issue recommendations on:

- the certification of the accounts;
- the accuracy and consistency of the financial statements;
- the effectiveness of MAGZI Ltd.'s internal control over financial reporting, specifically its capacity to generate reliable financial statements, to maintain comprehensive records of all transactions, and to safeguard its assets;
- monitoring compliance with contracts awards procedures;
- third-party contract management effectiveness;
- adherence to statutory obligations regarding financial certification and reporting to the various relevant bodies (Board of Directors, Annual General Meeting, Ministry of Finance);
- compliance of expenditure with the forecasts for which the funds were allocated;
- Adherence to regulations and procedures; and the efficient, effective and economical use of resources.

At least once a year, the auditor shall submit a general report on the accounts, as well as any special reports required by the regulation in force, to the management bodies of MAGZI Ltd and the Minister of Finance. He shall submit a report on internal audit to the Director General

5) Qualification Criteria

The eligibility criteria are as follows:

- the firm must be established in Cameroon;
- it must show proof of the administrative, technical and financial capacities required and notably:
 - must present an administrative file in conformity with the specifications of section 6.1 below;
 - must have equipment and staff compatible with services to carry out;
 - Must present a financial capacity compatible with services to carry out.

6) Content of the Application File

Interested consultants must provide the following documents presented in two volumes:

6.1: Volume 1 (administrative documents)

The 'Volume1' file shall comprise the following administrative documents (in their originals or certified true copies, dated less than three months and still valid for the ongoing financial year):

- a duly signed Letter of Expression of Interest stating the candidate's name and address;
- the consent of the proposed pair acting as deputy auditors;
- copy of registration with ONECCA for the principal applicant proposed as signatory for the term of office and the deputy;
- copy of CEMAC accreditation certificate for the principal applicant, the accountant proposed as the signatory for the term of office, and the deputy;
- a certificate of non-bankruptcy by the Registry of the competent court for the principal applicant;
- a certificate confirming that the principal applicant has fulfilled their obligations towards the National Social Insurance Fund (NSIF);
- the original tax compliance certificate issued by the tax authorities;
- the original attestation of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP);
- a sworn statement confirming the absence of any personal or financial links with MAGZI Ltd and the absence of any incompatibilities under Article 697 of the OHADA Uniform Act on Commercial Companies and Economic Interest Groups ;
- A sworn statement confirming that the principal applicant has not held any advisory, support, or management position within MAGZI Ltd during the past five (5) years

Note: in case of absence or non-validity of any of the above documents, the application shall simply be rejected.

6.2: Volume 2 (technical file)

6.21: Composition of technical file

The technical file will comprise:

6.2.1.1: the mission staff list

The candidate shall provide the staff list along with the:

- signed curriculum vitae of each staff member;
- certified true copy of each staff member's certificate;
- the certificate of availability;

Note: failure to produce one of these documents, the expert being reviewed will be scored zero (0).

The staff structure shall be composed as follows:

- one (1) Head of Mission: a Chartered accountant (GCE A Level +5) registered with the National Order of Chartered Accountants of Cameroon (ONECCA), with at least fifteen (15) years' professional experience in the field of statutory auditing;
- one (1) Auditor (GCE A. Level +4) in auditing, management or accountancy, with at least ten (10) years' professional experience in the field of statutory auditing in at least two (2) companies over the last six (6) years;

- **one (1) Auditor** (GCE A. Level +3) in auditing, management or accountancy, with at least ten (10) years' professional experience in the field of statutory auditing in at least two (2) companies over the last six (6) years;
- **Six experts:**
 - o **chartered accountant:** (chartered accountant qualification with at least 10 years' professional experience in similar assignments);
 - o **Management accounting expert:** (GCE A Level+5 in management accounting, management, finance or banking, with at least 10 years' experience in similar roles);
 - o **Tax expert :** (GCE A Level+5 in tax law, accountancy or finance, with at least 10 years' experience in similar roles);
 - o **business Lawyer:** (GCE A Level+5 in Business Law with at least 10 years' professional experience in similar assignments);
 - o **Public contracts expert:** (GCE A Level +5 or equivalent in public procurement, economics or procurement/logistics, with at least 5 years' experience in similar roles);
 - o **information system expert:** (GCE A Level+5 in computer science or similar field with at least 5 years' professional experience in similar assignments);
- certificates of registration with the relevant professional body, where applicable;
- Comments and suggestions regarding the terms of reference.

6.2.1.2: complete organization chart of staff

Candidate shall provide the complete organization chart of the operational team employed by him.

6.2.1.3: References of the firm

The candidate shall provide his references, also specifying:

- the number of years' experience (at least six) in auditing and/or statutory auditing of companies and public enterprise ;
- the number and scope of the firm's references in conducting environmental and social impacts studies over the last six (6) years;

To be valid, each reference in environmental and social impacts studies must be backed by the following elements:

- A copy of extracts of the contract comprising the 1st, 2nd, 3rd and 4th pages and the pages of the detailed cost estimates and signatures. These documents must

be clear and legible (the name of Contracting Authority and place of execution of the contract must be clearly indicated);

- A copy of acceptance report or attestation of proper execution.

6.2.1.4: Technical Means

The candidate shall provide the list of all technical and material means to be put in place, including:

- the list of IT and office equipment (computer, printer, flatbed plotter, scanner, software, photocopier), offices, cupboards and filing cabinets, etc..., present at head-office and placed at the staff's disposal (provide suppliers' invoices);
- the list of logistical means (vehicles in very good working state, satellite telephones, fax....) present at headquarters and placed at the staff's disposal (provide suppliers' invoices);

6.2.1.5: Authorization to verify declarations

This authorization duly signed by the Director General of the firm will enable the Director General of MAGZI to undertake all verifications deemed necessary to ascertain the existence of the equipment indicated in the candidature file and the accuracy of information pertaining to references presented to the relevant Contracting Authorities.

6.22: Assessment criteria of technical file

6.2.2.1: Disqualification Criteria

- Incomplete or non-compliant administrative file;
- False declaration or forged documents;
- failure to provide CEMAC accreditation as a chartered accountancy firm;
- failure to provide certificate of registration with ONECCA;
- failure to provide a chartered accountant's qualification and registration with ONECCA;
- failure to provide the of consent from an alternate candidate;
- A technical score of less than seventy-five (75) over one hundred (100) points.
- Have justified cumulative turnover of less than **CFA francs 100,000,000 (one hundred million)** over the last three years in the field of auditing and/or statutory audit

6.2.2.2: Essential Criteria

The technical file shall be assessed based on the following criteria:

- Experts' qualification and experience in the project domain scored on **50 points**;
- EF's references scored on **40 points**;
- Technical and material means to be put in place scored on **10 points** ;

Note: Only candidates with total technical score of at least 75 on 100 points shall be selected.

7) Submission of Applications

Application files must be deposited in three copies including one (1) original and two (2) copies labelled as such, comprising Volumes 1 and 2 in a sealed envelope at the MAGZI Head Office (Internal Tenders Board Secretariat) situated at MVAN, 1er échangeur, latest on **20 November 2026 at 11:00 a.m.** local time, bearing the inscription:

REQUEST FOR EXPRESSION OF INTEREST"

No. 002/REI/MAGZI/ DG/2026 23 OCTOBER 2026

**For the appointment of a principal statutory auditor and a deputy statutory auditor
at MAGZI Ltd**

'TO BE OPENED ONLY DURING BIDS REVIEW SESSION'.

8) Complementary Information

Additional information of a technical nature may be obtained from the Internal Contracts Department or the Department of Financial, Administrative and Accounting Affairs of MAGZI Ltd situated at MVAN, 1er échangeur.

9) Publication of Results

The firms selected after this assessment will be consulted as part of the National Restricted Invitation to tender for the appointment a principal statutory auditor and a deputy statutory auditor in conformity with Article 57, paragraph 7 of Decree No. 2018/355 defining common rules applicable to public contracts in State companies. 27.

Yaoundé, 23 OCT 2026

THE DIRECTOR GENERAL



Christel Georges Manon